

L'INFO

N°5 mars / avril 2019

COURSAN

SOMMAIRE

- Page 1 : L'édito : Des débats qui n'en finissent pas...
- Page 2 : Du national au local : Ecoles ; convois exceptionnels ; orientations budgétaires ; santé.
- Page 3 : Culture et politique : 8 mars, journée internationale des droits des femmes.
- Page 4 : Élections Européennes 2019



L'Edito

Des débats qui n'en finissent pas et des réponses qui n'arrivent pas...

Le gouvernement continue dans sa politique de casse sociale, loin de répondre aux attentes fortes qui s'expriment dans tout le pays : pouvoir d'achat, justice fiscale et sociale, démocratie, santé, retraites, ..., les revendications sont claires et les tergiversations de nos dirigeants pour y répondre ne font qu'alimenter mécontentement, violences et ras le bol.

Pendant les monologues présidentiels, le gouvernement fait passer en force la privatisation injustifiable de trois entreprises publiques rentables : Aéroport de Paris, Engie, La française des jeux. Des décisions absurdes qui s'opposent à une revendication fondamentale : la maitrise des infrastructures et le développement des services publics. Cette offrande aux marchés dit exactement qui sert le pouvoir. Quoi qu'exprime le pays, quoi que disent les syndicats et les oppositions parlementaires, le gouvernement répète qu'il ne cédera rien d'autres que les 10 milliards pris dans la poche des Français au mois de décembre. Tous les artifices ne parviendront pas à cacher la volonté présidentielle de foncer tête baissée pour appliquer l'intégralité de son programme antisocial, si fortement désavoué qu'il est aujourd'hui assorti d'une grave restriction des libertés publiques. C'est le système capitaliste qui se défend avec tous les moyens à sa disposition pour perdurer et se sauver. Le 26 mai auront lieu les élections Européennes. Le parti communiste vous invite à voter pour son candidat lan Brossat, afin de concrétiser dans les urnes l'exigence d'une Europe pour l'humain et non au service de l'argent.

Du National au Local...

Ecoles

Plus de 27 élèves de moyenne par classe à l'école Richard Chavernac et pas d'ouverture prévue à la carte scolaire. Le réseau d'aide aux élèves en difficulté incomplet depuis longtemps. Un manque d'accompagnant d'enfants en situation de handicap etc. Les besoins à Coursan (comme ailleurs) sont immenses. Mais ce n'est pas avec zéro poste créé dans l'Aude et des suppressions dans le second degré, que l'on va aller vers une école de la réussite pour tous les enfants.

Convois exceptionnels

Lancement d'une pétition pour interdire leur passage de 7h à 21h.

Pourquoi pas ? Mais cette solution est-elle réaliste, compte tenu des problèmes de gabarit et de circulation nocturne ? La vraie solution n'est-elle pas la rocade de contournement de Coursan, dont l'idée avait été lancée par Gilbert Pla, l'ancien maire et conseiller général du canton qui l'avait faite inscrire au schéma départemental d'aménagement ? Et si l'on organisait un referendum local ? qui permettrait de confronter tous les points de vue et donnerait plus de poids à la demande de déviation de la commune ?

Orientations budgétaires de la commune

La baisse des dépenses publiques, priorité du gouvernement, se traduit localement par une baisse des dépenses de fonctionnement : 100 000€ économisés sur le personnel avec des privatisations de services (qu'il faut quand même payer). Autre aspect : la précarisation : le remplacement d'un agent parti à la retraite se fera par un emploi non permanent. L'emploi local se rabougrit sans que le pouvoir d'achat des Coursannais s'améliore : en effet les impôts subiront une hausse de 2,2 % due à la revalorisation des bases et nous continuerons à payer la taxe GEMAPI (contre les inondations) qui n'a pas été compensée.

Par ailleurs, le tape-à-l'œil est toujours privilégié à grand renfort de communication et de festivisme. En investissement, une dépense lourde de 620 000 € est prévue pour la rénovation de la salle polyvalente; même si les travaux d'accessibilité et d'isolation étaient nécessaires n'y avait-il rien de mieux à faire, par exemple en matière sociale ou pour la jeunesse ?

Santé

Notre village, qui n'est pourtant pas situé dans le secteur rural à proprement parler, ni dans une banlieue de grande ville, commence lui aussi à souffrir de difficultés d'accès aux soins. 4 médecins généralistes pour 6000 habitants, c'est insuffisant. Les délais d'attente pour les rendez-vous deviennent insupportables, sans parler des consultations de spécialistes sur Narbonne. Il faut rompre avec les politiques d'austérité qui plombent notre protection sociale.

Le Parti Communiste propose :

- ✓ un plan de développement du service public de santé avec des créations d'emploi et par un maillage des territoires autour de l'hôpital public en lien avec des centres de santé.
- ✓ de nouveaux moyens pour un financement solidaire de la Sécurité Sociale.

L'argent existe pour financer la santé :

- ✓ faire cotiser les revenus financiers (57 Mds de dividendes des entreprises du CAC 40 !)
- \checkmark moduler les cotisations sociales patronales en fonction des efforts sur l'emploi et la formation
- ✓ lutter contre la fraude sociale des patrons
- ✓ supprimer les exonérations de cotisations

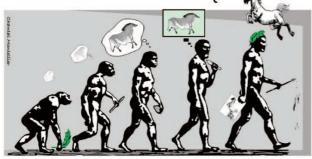
Culture et politique

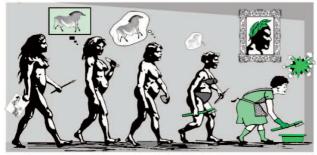
8 Mars : Journée Internationale pour les droits des Femmes

Cette journée de manifestations à travers le monde est l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes et de faire entendre leurs revendications

Elle trouve son origine dans les luttes des ouvrières et suffragettes du début du XXe siècle, pour de meilleures conditions de travail, le droit de vote et l'égalité entre les hommes et les femmes.

EGALITE HOMMES FEMMES évolution artistique





A talent égal, reconnaissance égale!

Quelques dates:

- mars 1911 : C'est à la conférence internationale des femmes socialistes que l'idée d'une « Journée Internationale des Femmes » est lancée.
- → 8 mars 1914 : Les femmes réclament le droit de vote en Allemagne
- → 8 mars 1917: à Saint Pétersbourg, des ouvrières manifestent, initiant la Révolution Russe
- ∼ 8 mars 1921 : Lénine décrète le 8 mars journée des femmes
- → après 1945 : Le 8 mars devient une tradition dans les pays de l'Est et dans le monde
- années 70 : regain féministe avec le mouvement de libération des femmes
- 8 mars 1977 : Les Nations Unies officialisent la Journée Internationale des Femmes
- ∼ 8 mars 1982 : La journée est officialisée en France

La Journée des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité. Les Françaises sont payées en moyenne 26% de moins que les hommes et leurs retraites sont inférieures de 40%!

Et le droit de vote des femmes en France ? On le doit au communiste Fernand Grenier.

C'est pendant l'Occupation et dans la Résistance que les femmes ont gagné le droit de voter et d'être élues. C'est le résistant communiste Fernand Grenier qui en a fait adopter le principe, ratifié par une ordonnance du général de Gaulle le 21 avril 1944. Les Françaises voteront pour la 1ère fois le 21 octobre 1945.



Élections Européennes 2019



IAN BROSSAT 38 ans, adjoint communiste au logement de la maire de Paris, a été désigné tête de liste du PCF aux élections européennes de mai 2019. Rappelons que ces élections auront lieu le 26 MAI et qu'il n'y a qu'un tour : chaque voix compte pour un et chacun peut voter selon ses idées. Pour aborder

ces élections le PCF s'est doté d'une liste de 79 hommes et femmes du monde du travail. Elle compte plus de la moitié d'ouvriers et d'employés, à l'image de la France. Avec elle demain nous pouvons faire rentrer la première femme ouvrière au parlement européen.

POUR L'EUROPE DES GENS, CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT

De passage à Narbonne, lan Brossat, la tête du liste du Parti Communiste aux élections européennes est déterminé dans sa volonté de défendre une vision de l'Europe moins libérale. « On a besoin de députés européens qui défendent le service public ».

Notre candidat a fait une halte devant la gare de Narbonne. Pour l'adjoint au maire de Paris chargé du logement, de l'habitat durable et de l'hébergement d'urgence depuis 2014, la politique des transports au niveau européen, et notamment le ferroviaire, est l'exemple même de ce que les communistes veulent combattre. « Beaucoup de choses se jouent au parlement européen. Des décisions concrètes pour la vie de tous les jours sont prises ».

Ce qu'on appelle le quatrième paquet ferroviaire a été voté à 24 voix près. S'il y avait eu 24 voix contre, on n'en serait pas là aujourd'hui avec l'ouverture de la concurrence », a t-il indiqué. A ses côtés, des syndicalistes cheminots narbonnais, ont rappelé auparavant la « lutte exemplaire menée pendant trois mois contre la réforme SNCF par les cheminots. « Une réforme qui entraîne une déshumanisation des gares et a des conséquences sur le trafic des passagers et de fret ferroviaire ». A l'occasion de cette campagne, lan Brossat a mis en avant sa volonté de défendre les services publics. « L'Union européenne est en ordre de marche contre les services publics. Mais on a besoin de députés européens qui défendent ces services publics. C'est ce qui ressort des cahiers de doléances à la suite du mouvement des Gilets jaunes : dans les quartiers populaires, en milieu rural, dans les petites villes ou villes

moyennes, on veut reconquérir l'accès aux services publics.»

« La règle de l'austérité en vigueur en Europe et le dogme de la règle de la concurrence libre et non faussée rabote les services publics. L'idée que « Quand on libéralise, les clients en profitent » est fausse. En 1996, on disait que les prix allaient baisser dans l'énergie. Ils ont augmenté de 68% ».



« Ces directives européennes ne constituent pas un mieux pour les usagers. » La jeune tête de liste, 38 ans, avance deux propositions : "un moratoire sur les directives de libéralisation et réorienter l'argent de la Banque centrale européenne vers les services publics." Il rappelle ainsi que depuis 10 ans la BCE a versé 3000 milliards d'€ aux banques sans contrepartie.

Et après on dit qu'il n'y a pas d'argent pour le service public. Cet argent serait plus utile pour développer le secteur de la santé, des écoles, des transports. (extrait article l'indépendant 15 mars 2019)

